

- ARRÊTÉ -**PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL
ET REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT
13, RUE ANTOINE PERY**

Le Maire de la commune nouvelle de Saint-James,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 et la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le code de la route,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - Livre I - 8ème Partie - Signalisation Temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et ses arrêtés modificatifs.
Vu la demande formulée par l'Entreprise CADOR en date du 3 septembre 2026, sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public à l'occasion de travaux de réfection de façade au 13, rue Antoine Péry.
CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire pour assurer la sécurité des usagers, d'autoriser l'entreprise CADOR à occuper le domaine public communal et réglementer le stationnement, 13, rue Antoine Péry, dans le cadre de travaux de réfection de façade.

- ARRÊTE -

- Article 1 :** A compter du vendredi 4 septembre 2026 jusqu'au mercredi 30 septembre 2026, l'entreprise CADOR est autorisée à occuper le domaine public communal et installer un échafaudage, sur le trottoir à hauteur du n°13, rue Antoine Péry.
- Article 2 :** A compter du vendredi 4 septembre 2026 jusqu'au mercredi 30 septembre 2026, le stationnement sera interdit au droit du chantier situé à hauteur du n°13, rue Antoine Péry.
- Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – 8ème partie – signalisation temporaire – sera mise en place par le demandeur.
- Article 4 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.
- Article 5 :** Monsieur le Maire de la commune nouvelle de Saint-James, Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de SAINT-JAMES, et le demandeur, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Saint-James le 3 septembre 2026.

Le Maire,
Jean-René GUERIN.

